

Perspectives

N°22/322 – 26 octobre 2022

AFRIQUE SUB-SAHARIENNE – L'horizon de la reprise économique s'assombrit

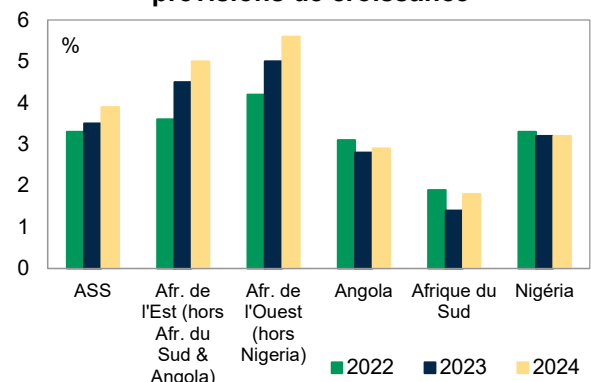
La Banque mondiale a publié, le 4 octobre 2022, son analyse semestrielle sur les enjeux déterminants pour l'avenir économique de l'Afrique : [Africa's Pulse](#). Dans cette publication, l'institution mène une analyse sur les perspectives économiques du continent et ses défis de développement sur le court terme. Par ailleurs, le document comporte une section consacrée aux opportunités pour le système alimentaire en cette période de vulnérabilité pour les pays de la région.

Dans cette nouvelle édition, la croissance de l'Afrique sub-saharienne a été révisée à la baisse. Ainsi, la Banque mondiale prévoit une croissance de 3,3% pour l'année 2022, soit une baisse de 0,3 point par rapport à la précédente prévision d'avril 2022, et -0,8 point par rapport au taux de croissance enregistré en 2021. Cette trajectoire baissière que suit la croissance s'observe dans un contexte économique et géopolitique mondial tendu, sur fond de conflit entre l'Ukraine et la Russie et d'un ralentissement de l'économie mondiale *post*-pandémie. Inflation élevée, resserrement des conditions financières à l'échelle internationale, perturbations sur les chaînes d'approvisionnement (exacerbées par la politique du zéro-Covid en Chine) et réchauffement climatique freinent la convergence économique de l'Afrique sub-saharienne avec l'économie mondiale.

Toutefois, le degré d'exposition aux chocs susmentionnés varie d'un pays à l'autre et se traduit par des performances économiques très hétérogènes. Ainsi, la croissance dans la sous-région d'Afrique de l'Est (hors Afrique du Sud et Angola) est estimée à 3,6% en 2022 avant d'accélérer à court terme pour atteindre 4,5% en 2023 (-0,1 point par rapport aux prévisions d'avril) et 5% en 2024. En parallèle, les performances de l'Afrique de l'Ouest (hors Nigéria), bien que revues à la baisse, seront meilleures, avec une croissance du PIB de 4,2% cette année, 5% (-0,6 point par rapport à avril) en 2023, et 5,6% (-0,4 point par rapport à avril) en 2024. Par ailleurs, l'activité économique dans les pays de l'Union monétaire ouest-africaine (UEMOA) devrait ralentir cette année, à 4,9% (contre 5,6% en 2021), avant de se redresser en 2023 (6,4%) et 2024 (7%). Enfin, la performance la plus faible s'observera dans les pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), avec une croissance de 3,3% en 2022 et 3,1% en 2023. Globalement, la croissance devrait se raffermir en 2023 et 2024 dans la région pour atteindre 3,5 % et 3,9%, respectivement.

Par ailleurs, les trois plus grandes économies d'Afrique sub-saharienne affichent des performances économiques très disparates elles aussi. Ainsi, profitant de la hausse des cours des hydrocarbures et de l'augmentation des volumes de production de pétrole, l'économie angolaise devrait croître de 3,1% en 2022 (+0,3 point par rapport aux prévisions d'avril). À l'inverse, la croissance au Nigéria sera moins marquée que prévu (-0,5 point), soit 3,3% en 2022. Cette dégradation de prévision s'explique principalement par le ralentissement du secteur pétrolier dans un pays qui n'a pas su tirer profit des prix élevés du pétrole. De même, la croissance sud-africaine se dégrade en perdant 0,2 point et ne devrait

Afrique sub-saharienne : prévisions de croissance



Sources : Banque mondiale, Crédit Agricole S.A.

atteindre que 1,9% pour l’année 2022, une baisse justifiée par le ralentissement de l’économie observé au deuxième trimestre de 2022 en raison des pannes de courant récurrentes et des inondations survenues dans la province de KwaZulu-Natal. En revanche, l’activité économique décélérera en 2023 dans les trois pays, à +2,8% pour l’Angola, +3,2% pour le Nigéria et +1,4% pour l’Afrique du Sud.

Enfin, la conjoncture économique et géopolitique volatile et incertaine contribue au creusement des inégalités et augmente l’insécurité alimentaire endémique de l’Afrique sub-saharienne. De plus, les conditions météorologiques catastrophiques (inondations, sécheresses...), en particulier dans la Corne de l’Afrique, couplées à des conflits récurrents ne font qu’empirer la situation. La Banque mondiale attire ainsi l’attention sur la lutte contre la faim en Afrique sub-saharienne dans un contexte de forte croissance démographique. D’après l’institution, en 2021, le nombre de personnes souffrant d’insécurité alimentaire sévère s’élevait à 294 millions, contre 243 millions en 2019. Pour lutter contre la sous-alimentation, elle invite les différents États africains à mettre en place des politiques plus ciblées, telles que des programmes de protection sociale (transferts monétaires/en nature aux ménages vulnérables) et des mesures pour améliorer et renforcer les systèmes agricoles et alimentaires (notamment par des investissements dans les infrastructures publiques).

 **Notre opinion** – *Ces nouvelles prévisions ne changent pas fondamentalement les perspectives pour l’Afrique sub-saharienne, mais elles soulignent les disparités dans les trajectoires de croissance des pays. Si les tendances mondiales depuis 2020 ont révélé les nombreuses fragilités du continent, elles devraient résonner comme un signal d’alarme à l’ensemble des gouvernements africains qui doivent à tout prix prendre les mesures plus que nécessaires pour remettre le continent sur une trajectoire soutenable de croissance et de réduction de la pauvreté.*

Article publié le 21 octobre 2022 dans notre hebdomadaire [Monde – L’actualité de la semaine](#)

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
21/10/2022	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
20/10/2022	<u>Est-ce que les fonds européens peuvent changer le cours de la démocratie ?</u>	Europe
19/10/2022	<u>Afrique subsaharienne – De fortes disparités régionales en termes d'épargne domestique</u>	Afrique
18/10/2022	<u>Colombie – Politique monétaire</u>	Amérique latine
17/10/2022	<u>Royaume-Uni – Le début de la récession ?</u>	Royaume-Uni
14/10/2022	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
13/10/2022	<u>France – Scénario 2022-2023 : l'économie à l'épreuve de l'inflation</u>	France
12/10/2022	<u>Maroc – Les difficultés conjoncturelles s'accroissent, mais possible redressement en 2023</u>	Afrique et Moyen-Orient
12/10/2022	<u>L'OBSERVATOIRE financier des entreprises agroalimentaires</u>	Agri-agro
11/10/2022	<u>Allemagne – La production des branches à haute intensité énergétique davantage touchée !</u>	Zone euro
10/10/2022	<u>Brésil – Le premier tour des élections présidentielles (ou Noël avant l'heure)</u>	Amérique latine
10/10/2022	<u>Zone euro – Baisse du taux d'épargne et légère dégradation des marges au T2 2022</u>	Zone euro
10/10/2022	<u>Pays émergents – Dernières tendances</u>	Pays émergents
07/10/2022	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
05/10/2022	<u>France – Projet de loi de finances 2023 : un déficit public stabilisé sur fond de crises</u>	France
05/10/2022	<u>Monde – Scénario macro-économique 2022-2023 : l'horizon ? Sombre mais surtout incertain</u>	Monde
05/10/2022	<u>Indonésie – La force tranquille ?</u>	Asie
04/10/2022	<u>Fintech Outlook T3 2022 – Fin de partie ?</u>	Fintech
04/10/2022	<u>Allemagne – Regard sur la conjoncture de la semaine écoulée</u>	Zone euro

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Dominique Petit – **Statistiques** : Alexis Mayer

Secrétariat de rédaction : Christine Chabenet

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application **Etudes ECO** disponible sur App store

Android : application **Etudes ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.